

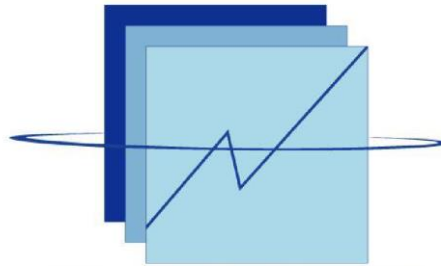
SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL

2020-2021

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



ANSD

Agence Nationale de
la Statistique et de la Démographie



Décembre 2023

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Directeur général

Aboubacar Sédikh BEYE

ORIENTATIONS

Directeur général adjoint

Abdou DIOUF

COORDINATION DE LA REDACTION

Conseiller technique en charge de la SES

Elhadji Omar SENHOR

Directeur des statistiques économiques et de la comptabilité nationale

Mamadou Ngalgou KANE

Directeur des statistiques démographiques et sociales

Atoumane FALL

COMITE DE REDACTION

TERRITOIRE	Djiby DIOP/Mame Cheikh DIOUF
POPULATION	Mamadou SIDIBE
OCCUPATION DU SOL ET ENVIRONNEMENT	Babacar GUEYE
	Djibril DOUMBOUYA
TRAVAIL - EMPLOI	Thierno Ibrahima BARRY
REVENUS – SALAIRES	Ndoffène DIOUF
	Moussa DIALLO
	Fatou Laye MBAYE
LOGEMENT ET EQUIPEMENT DES MENAGES	Aminata DEME /Amadou YOUM
EAU, ASSAINISSEMENT ET ENERGIE	Ndeye Binta DIEME
ASSISTANCE SOCIALE	Serge MANEL
SANTE	Khady BA
	Bouya BA
POPULATION VULNERABLE	Aïda Ngom DIOP
ENSEIGNEMENT – EDUCATION	Mamadou SALL
	Bouye BA
CULTURE, LOISIRS, JEUNESSE ET SPORTS	Djibril DOUMBOUYA
	Seydou BA
COMPTES ECONOMIQUES	Khadim SOURANG
	Ndèye Khoudia Laye SEYE
	Papa Mamadou NDIAYE
SITUATION FINANCIERE	Ibryhima THIAM/Ndèye Marème DIOP
	Iphygénie SARR
FINANCES PUBLIQUES	Mamadou DIA
	Ismaïla SANGHARE
ECHANGES EXTERIEURS	Sophie DIOP/Mamadou KONARE
	Ismaïla SANGHARE
ENTREPRISES	Mambodj FALL
	Mamadou DAFPE
AGRICULTURE	Ndèye Khoudia Laye SEYE
	Kandé Cisse
ELEVAGE, SYLVICULTURE ET PECHE	Kandé Cisse/Babacar Wagane FAYE/Bouye BA
INDUSTRIE ET CONSTRUCTION	Ndoffène DIOUF/Bouye BA
PRODUITS PETROLIERS	Abdoul Aziz DIOUF
SERVICES	Jean Paul DIAGNE/Mamadou Diang BA
	Papa Mamadou NDIAYE/Ndoffène DIOUF

COMITE DE LECTURE

Direction générale	Elhadji Omar SENGHOR
	Jean Rodrigue MALOU
	Papa Ibrahima Sylmang SENE
	Mbaye FAYE
	Insa SADIO
Direction des Systèmes d'Informations et de la Diffusion	Birane CISSE
	Elhadji Malick GUEYE
	Alain François DIATTA
	Fodé DIEDHIOU
Direction des Statistiques démographiques et sociales	Augustin Ndiangue NDIAYE
	Djiby DIOP
Direction de l'Administration générale et des Ressources humaines	Mamadou SIDIBE
	N'Deye Binta Diémé COLY
Observatoire de la Pauvreté et des Conditions de Vie des Ménages	Macoumba DIOUF
Direction des Statistiques économiques et de la Comptabilité nationale	Mambodj FALL
	Manga NDIAYE
	Iphygénie SARR
	Bintou DIACK
	Khady BA
Direction de la Méthodologie, de la Coordination statistique et de l'Innovation	Oumy DIOP
	Awa CISSOKHO

INFOGRAPHIE ET DIFFUSION

Infographie

Fodé DIEDHIOU

Diffusion

Elhadji Malick GUEYE/Alain François
DIATTA**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE**

Rocade Fann Bel-Air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

SECTION D. ÉCONOMIE – FINANCES

CHAPITRE XIV : COMPTES ECONOMIQUES

CHAPITRE XV : SITUATION FINANCIERE

CHAPITRE XVI : FINANCES PUBLIQUES

CHAPITRE XVII : ECHANGES EXTERIEURS

Chapitre XIII : COMPTES ECONOMIQUES

XIII.1 Agrégats macroéconomiques

En 2021, l'évolution de l'activité économique au Sénégal, mesurée par le Produit Intérieur brut (PIB) réel, est marquée par une progression de 6,5 %, après 1,3 % en 2020. Par ailleurs, le **revenu national disponible brut (RDB)** a augmenté de 8,2 % en valeur en 2021 après 4,5% en 2020. Au même moment, les dépenses de consommation finale en valeur ont progressé de 6,4% en 2021 contre 3,9% en 2020. En conséquence, le **taux d'épargne nationale** s'est bonifié de 1,4 point pour s'établir à 26,1 % en 2021, contre 24,7% en 2020.

Du point de vue de la demande, la consommation finale, principal emploi du PIB réel (83,7%), affiche une progression de 5,2% en 2021 contre 2,1% en 2020, après 4,4% en 2019. Le ralentissement de la consommation de 2020 est en liaison avec le comportement de la dépense de consommation marchande des ménages qui s'est accrue de 1,1% en 2020, après 4,0% en 2019. Cette situation s'explique par l'effet de la pandémie covid-19 sur la demande de certains produits tels que les services d'hébergement et de restauration ainsi que le transport. Par ailleurs, la consommation finale des Administrations

publiques s'est bonifiée de 14,4% en 2021 contre 0,8% en 2020 en volume.

Quant à la Formation brute de Capital fixe (FBCF), elle a progressé de 15,8% en 2021 contre 7,2% en 2020, après 10,3% en 2019 sous l'effet de la FBCF privée (représentant 79% de la FBCF globale) qui a évolué de 18,8% en 2021, après 5,4% en 2020.

Le compte extérieur des biens et services s'est dégradé de 1,5 point pour s'établir à 20,1% du PIB en 2021 après 18,6% en 2020 et 14,3% en 2019. La dégradation du compte de 4,4 points en 2020 est liée à la hausse importante des importations de services malgré la baisse des importations de biens consécutive au repli des cours mondiaux des principales matières premières.

Le déficit du compte courant est passé de 10,9% du PIB en 2020 à 12,1% en 2021, soit une augmentation de 1,2 point.

Le **taux d'investissement** s'est accru de 2,7 points pour s'établir à 38,1% en 2021 contre 35,4% en 2020.

Le **taux d'autofinancement** s'établit à 68,6 % en 2021 contre 69,9% en 2020.

Définitions :

- **Revenu national disponible brute (RNDB)** : correspond à la somme des revenus des résidents d'une économie sur une période donnée. Il est égal au PIB, diminué des revenus primaires (revenus d'activité, revenus du patrimoine) et secondaires (transferts) à payer par les unités résidentes à des unités non-résidentes et augmenté des revenus primaires et secondaires à recevoir du reste du monde
- **Taux d'épargne** : rapport de l'épargne au PIB.
- **Taux d'investissement** : rapport de l'investissement au PIB.
- **Taux d'autofinancement** : rapport de l'épargne sur l'investissement (FBCF, variation de stock et acquisition d'objet de valeur)

En savoir plus :

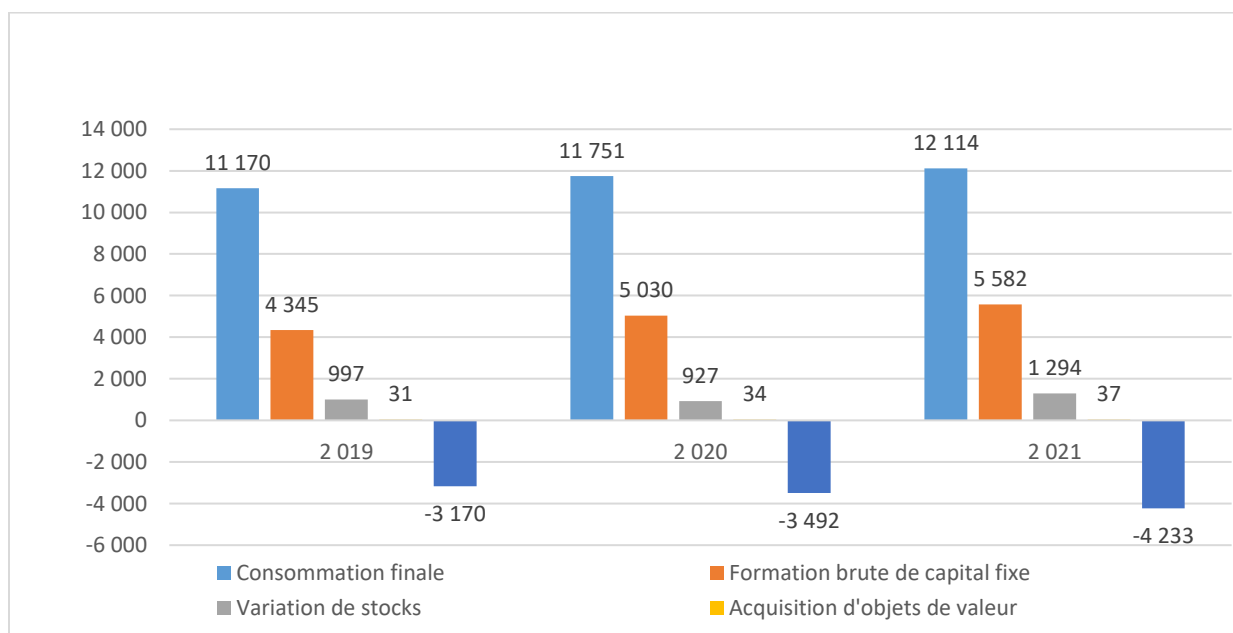
- « Comptes nationaux semi-définitifs de 2022 et définitifs de 2021, base (2014) » : <https://www.ansd.sn/Indicateur/produit-interieur-brut-annuel-base-2014>
- « Comptes nationaux trimestriels 4^{ième} Trimestre 2021 »
- Situation économique et financière en 2021 et perspectives 2022, mars 2022

Tableau XIII. 10: Principaux agrégats macroéconomiques

En milliards de FCFA aux prix courants	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
PIB au prix du marché	11 283	12 192	12 840	13 713	14 119	15 261
Consommation finale	9 661	10 245	10 689	11 286	11 721	12 475
Formation brute de capital fixe	2 700	3 149	3 637	4 067	4 300	5 184
Exportations de biens et services	2 433	2 674	2 947	3 426	2 923	3 760
Importations de biens et services	3 672	4 362	4 987	5 383	5 555	6 827
Solde de la balance des biens et services	-1 240	-1 688	-2 041	-1 957	-2 633	-3 067
Revenu National Disponible Brut	12 048	12 993	13 650	14 554	15 214	16 465
PIB (à prix constants de 2014)	11 058	11 877	12 615	13 197	13 374	14 249
PIB/Habitant (1000 FCFA)	762	799	816	846	845	886
PIB/Habitant (US dollar)	1 286	1 373	1 470	1 444	1 468	1 598
RNDB/Habitant (1000 FCFA)	814	852	868	898	911	956
Solde budgétaire global/PIB	-3,3%	-2,9%	-3,7%	-3,9%	-6,4%	-6,3%
Solde courant extérieur /PIB	-4,2%	-7,3%	-9,6%	-8,1%	-10,9%	-12,1%
Taux de croissance annuel du PIB	6,4%	7,4%	6,2%	4,6%	1,3%	6,5%
Taux d'investissement (FBCF, Stocks)	25,2%	29,6%	32,5%	31,8%	35,4%	38,1%
Taux de FBCF	23,9%	25,8%	28,3%	29,7%	30,5%	34,0%
Epargne intérieure/PIB	14,4%	16,0%	16,8%	17,7%	17,0%	18,3%
Epargne nationale/PIB	21,2%	22,5%	23,1%	23,8%	24,7%	26,1%

Source : Comptes nationaux définitifs 2021

Graphique XIII.5: Evolution des composantes du PIB en volume selon l'optique demande (en milliards FCFA)



Source : Comptes nationaux définitifs 2021

XIII.2 Croissance

En 2021, la croissance de l'économie sénégalaise s'est redynamisée avec une évolution du produit intérieur brut (PIB) de 6,5 % en volume, après + 1,3 % en 2020. Cette reprise est liée à la forte progression de l'activité économique dans les secteurs tertiaire (+7,7%) et secondaire (+7,1%). En revanche, le secteur primaire a légèrement évolué de 0,8% en 2021.

L'activité du secteur primaire a progressé de 0,8% en 2021 contre une hausse de 12,2% en 2020. Ce repli de l'activité s'explique principalement par les contreperformances des sous-secteurs de la pêche (-6,1%) et de l'agriculture (-0,7%).

Le secteur secondaire a affiché une progression de 7,1% en 2021, après la contraction de 1,5% un auparavant. Cette reprise a été plus vigoureuse dans les sous-secteurs des extractives (+11,1% en 2021 après la contraction de 4,0% en 2020), de la fabrication de produits agroalimentaires (+6,1% après un repli de 1,7% en 2020) et de la construction (+5,9% contre un repli de 14,4% observé en 2020).

La croissance du secteur tertiaire est ressortie en hausse de 7,7% après une évolution de 0,1% en 2020. Cette reprise est soutenue par les performances de l'«information et communication» (+9,9%), du commerce (+4,5%), des activités immobilières (+5,6%), des «activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives» (+4,5%) et du transport (+7,2%). Ce regain de l'activité du tertiaire en 2021 est en liaison avec la levée de la quasi-totalité des restrictions qui étaient liées à la propagation de la pandémie de la Covid-19.

L'économie sénégalaise est principalement dominée par le secteur informel. Ce dernier contribue à 44,6% à la valeur ajoutée globale en 2020. Il est suivi par le secteur moderne qui a contribué à hauteur de 37,3%, de ceux des APU et ISBLSM (12,9%) et enfin les ménages purs ont participé pour 5,2%.

Définitions :

- **Produit intérieur brute (PIB)** : il représente le résultat final de l'activité de production (la richesse créée ou valeur ajoutée) des unités productrices résidentes. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.

En savoir plus :

- « Comptes nationaux semi-définitifs de 2022 et définitifs de 2021, base (2014) » : <https://www.ansd.sn/Indicateur/produit-interieur-brut-annuel-base-2014>
- «Comptes nationaux trimestriels 4^{ème} Trimestre 2021 »
- Situation économique et financière en 2021 et perspectives 2022, mars 2022

Tableau XIII. 11: Evolution de la valeur ajoutée en volume des secteurs de l'économie (en %)

	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Valeur ajoutée totale (en %)	7,0	6,1	4,5	1,9	6,3
Secteur primaire	11,5	8,1	4,3	12,2	0,8
Secteur secondaire	7,1	6,5	5,0	-1,5	7,1
Secteur tertiaire	5,8	5,4	4,3	0,6	7,7
Taxes nettes sur les produits	10,9	6,9	5,6	-3,4	8,5
Produit Intérieur Brut	7,4	6,2	4,6	1,3	6,5

Source : Comptes nationaux définitifs 2021

Tableau XIII. 12 : Evolution la valeur ajoutée en volume des secteurs de l'économie (en %)

	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
AGRICULTURE ET ACTIVITES ANNEXES	16,4	10,2	4,2	18,3	0,7
ELEVAGE ET CHASSE	3,6	3,8	3,2	4,3	3,1
SYLVICULTURE ET ACTIVITÉS DE SOUTIEN	2,7	1,5	5,0	2,3	1,9
PECHE, PISCICULTURE ET AQUACULTURE	3,8	6,9	8,3	-10,2	-6,1
ACTIVITES EXTRACTIVES	12,6	29,6	2,2	-4,0	11,1
FABRICATION DE PRODUITS AGRO ALIMENTAIRES	3,2	5,9	4,8	-1,7	6,1
RAFFINAGE DU PETROLE ET COKEFACTION	1,2	-15,1	-5,2	-13,4	7,9
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES DE BASE	4,4	15,1	6,4	-8,0	3,6
FABRICATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	6,4	4,2	0,3	7,8	13,8
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURIERS	7,8	2,5	3,3	2,7	6,9
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ	6,7	6,4	8,3	8,0	6,5
DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINIS ET TRAIT DES DEC	7,6	2,7	3,3	9,6	5,8
CONSTRUCTION	15,9	5,7	14,3	-14,4	5,9
COMMERCE	8,5	7,4	5,4	-0,6	4,5
TRANSPORTS	7,6	6,0	7,9	-10,2	8,4
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	6,2	4,3	7,2	-14,9	8,4
INFORMATION ET COMMUNICATION	8,3	1,8	2,5	-2,3	9,9
ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	10,8	6,0	11,5	-1,5	13,1
ACTIVITES IMMOBILIERES	3,7	2,3	5,5	5,9	5,6
ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES, TECHNI	2,2	6,5	-8,0	10,2	7,2
ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	4,2	8,6	4,9	-1,7	14,9
ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	5,0	8,5	5,6	10,6	4,6
ENSEIGNEMENT	2,1	2,7	3,5	-8,6	19,7
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE, ACTION SOCI	2,4	6,3	6,0	8,3	11,0
ACTIVITÉS ART. CULTU. SPORTIFS ET RECREATIVES	7,5	5,2	1,2	-6,9	4,5
ACTIVITES DOMESTIQUES	3,7	3,7	3,5	3,5	3,6
AUTRES ACTIVITES NCA	3,4	5,2	3,1	-7,5	3,2

Source : Comptes nationaux définitifs 2021

XIII.3 Production des branches

Après une croissance moyenne de 6,2% sur la période de 2016 à 2019, la production des branches a connu respectivement des hausses de 0,5% et 8,1% en 2020 et 2021. La contre performance notée en 2020 est expliquée par l'effet de la pandémie de la covid-19 marquée par des mesures restrictives qui ont affecté l'activité économique.

L'analyse par secteur montre que le secondaire est le plus touché avec une baisse de 2,9% en 2020 contre +6,2% dans la période de 2016 à 2019. On note également une contreperformance du secteur tertiaire en 2020 avec 0,6% contre +6,0% de croissance dans la période de 2016 à 2019.

Cependant, cette récession de 2020 est atténuée par le secteur primaire qui a enregistré une nette progression de 11,4%. La performance du secteur primaire est liée essentiellement aux sous-secteurs de l'agriculture et activités annexes et celui de l'élevage et de la chasse contribuant à environ 88,9% dans la production du secteur.

La contreperformance du secteur secondaire en 2020 est due principalement aux branches d'activités « raffinage du pétrole et cokéfaction » (-6,9%), « construction » (-13,0%), « fabrication de produits chimiques de base » (-8,1%) et

« fabrication de produits agro-alimentaires » (-2,9%).

Quant au secteur tertiaire, un repli de 0,6% de la production est enregistré en 2020 dû principalement aux activités d'hébergement et de restauration (-13,3%), à l'enseignement (-10,3%), aux transports (-8,6%) et aux activités artistiques, culturelles sportives et récréatives (-6,9%). Cette situation s'est rétablie en 2021 marquée par une hausse de la production de 8,0% face à une croissance moyenne de 6,2% dans la période de 2016 à 2019.

Cette performance notée en 2021 est imputable aux secteurs secondaire (8,7%) et tertiaire (9,5%).

Ce bon comportement de l'économie en 2021 peut être expliqué par la levée de certaines mesures de restrictions prises pendant la période de la covid-19.

En termes de contribution dans la production, le secteur tertiaire est le secteur qui contribue le plus avec 48,9%, suivi du secteur secondaire (39,0%) et du secteur primaire (12,2%).

L'analyse par branche d'activités montre une prédominance des services de commerce représentant 10,9% de la production globale, de l'agriculture et activités annexes (7,9%), de la fabrication de produits agro-alimentaires (11,9%), de la fabrication d'autres produits manufacturés (6,6%) et de la construction (7,5%).

Définitions :

- **Branche d'activité** : regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Au contraire, un secteur regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.
- **Production (au sens de la comptabilité nationale)** : activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.
- **Valeur ajoutée** : La valeur ajoutée est un solde intermédiaire de gestion qui permet d'évaluer la richesse créée à l'intérieur d'un pays par des unités résidentes au cours d'une période donnée (trimestre ou année). Elle est obtenue en faisant la différence entre la production et les intrants utilisés dans le processus. Ces derniers sont appelés les consommations intermédiaires de biens et services.

En savoir plus :

- « Comptes nationaux sémi-définitifs de 2022 et définitifs de 2021 » sur www.ansd.sn
- « Comptes nationaux sémi-définitifs de 2021 et définitifs de 2020 » sur www.ansd.sn

Tableau XIII. 4 : Production des branches d'activités

<i>En milliards de francs CFA aux prix constants de 2014</i>	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
A00 AGRICULTURE ET ACTIVITES ANNEXES	998,3	1 145,3	1 189,9	1 377,3	1 503,3	1 559,9	1 837,3	1 858,8
B00 ELEVAGE ET CHASSE	507,2	521,6	558,4	584,6	607,8	627,7	660,4	683,5
C00 SYLVICULTURE ET ACTIVITÉS DE SOUTIEN	64,4	65,5	67,1	68,5	69,7	73,4	74,9	76,2
D00 PECHE, PISCICULTURE ET AQUACULTURE	189,3	193,4	210,0	224,1	242,4	260,4	237,5	222,7
E00 ACTIVITES EXTRACTIVES	379,7	491,9	426,6	478,0	639,2	664,0	651,0	777,5
F00 FABRICATION DE PRODUITS AGRO ALIMENTAIRES	2 145,6	2 291,6	2 380,2	2 453,6	2 577,2	2 721,6	2 642,5	2 792,4
G00 RAFFINAGE DU PETROLE ET COKEFACTION	354,0	505,3	573,7	577,0	486,8	452,0	420,9	462,2
H00 FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES DE BASE	120,2	164,8	208,3	211,1	252,9	273,7	251,6	260,5
I00 FABRICATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	350,1	391,4	418,9	445,9	469,4	477,4	511,8	575,9
J00 FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURIERS	1 182,3	1 178,3	1 235,2	1 328,0	1 364,4	1 417,7	1 458,3	1 550,1
K00 PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET D	405,5	431,9	458,1	497,1	523,1	568,5	608,1	651,6
L00 DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINIS ET TRAIT DES DEC	182,1	201,0	210,4	231,1	238,4	251,3	262,6	283,4
M00 CONSTRUCTION	1 005,9	1 148,3	1 202,8	1 665,7	1 821,1	1 811,3	1 576,4	1 761,4
N00 COMMERCE	1 736,5	1 878,2	1 976,6	2 139,7	2 299,1	2 438,9	2 430,8	2 551,3
O00 TRANSPORTS	847,8	905,8	922,7	972,6	1 049,4	1 138,7	1 040,4	1 148,9
P00 HEBERGEMENT ET RESTAURATION	355,6	356,3	370,0	385,8	404,6	434,4	376,5	406,9
Q00 INFORMATION ET COMMUNICATION	938,6	952,4	958,2	1 033,4	1 061,6	1 105,1	1 073,7	1 170,4
R00 ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	405,0	439,4	455,6	496,8	565,0	615,9	613,0	696,6
S00 ACTIVITES IMMOBILIERES	861,8	891,8	956,1	990,7	1 020,5	1 082,6	1 151,7	1 226,8
T00 ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES, TECHNI	738,3	562,4	786,9	815,7	853,1	779,3	935,2	1 027,1
U00 ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	239,8	256,3	294,5	306,4	336,4	353,3	348,1	386,8
V00 ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	809,2	880,3	923,0	964,2	1 022,5	1 099,7	1 198,1	1 339,2
W00 ENSEIGNEMENT	560,8	573,5	583,8	605,0	627,4	657,1	589,4	711,6
X00 ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE, ACTION SOCI	268,3	278,5	296,7	307,0	317,1	353,7	383,9	433,2
Y00 ACTIVITÉS ART. CULTU. SPORTIFS ET RECREATIVES	57,0	64,6	85,2	89,6	89,3	95,5	88,9	114,5
Z00 ACTIVITES DOMESTIQUES	53,2	54,1	59,2	61,3	63,7	66,0	68,4	70,9
ZA0 AUTRES ACTIVITES NCA	122,5	127,8	132,8	137,1	144,1	148,9	138,1	142,2
ZB0 EXTRATERRITORIALITE	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	15 878,7	16 951,9	17 941,2	19 447,4	20 649,3	21 528,0	21 629,4	23 382,8

Source : Comptes nationaux définitifs 2021

XIII.4 Prix à la consommation

Les prix à la consommation ont affiché une augmentation de 2,2% en 2021, après 2,5% en 2020. Les hausses de prix les plus prononcées sont enregistrées au niveau des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,9% en 2021 et +3,3% en 2020), des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,9% en 2021 et +0,9% en 2020), des « biens et services divers » (+2,5% en 2021 et +1,3% en 2020), des services de « transports » (+2,3% en 2021 et +4,2% en 2020), de « restaurants et hôtels » (+2,3% en 2021 et +2,0% en 2020) et « d'enseignement » (+1,7% en 2021 et +1,0% en 2020) ainsi que des biens et services de « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,5% en 2021 et +0,9% en 2020).

Selon la provenance, les prix des produits locaux ont augmenté de 2,2% en 2021 et ceux des produits importés (+1,4%). En 2020, ils ont progressé, respectivement, de 2,6% et 1,8%.

Les prix des produits des secteurs primaire et secondaire affichent des progressions respectives de 2,8% et 2,0% en 2021, après 4,1% et 0,7% en 2020. En 2020 comme en 2021, l'évolution des prix des produits du secteur primaire est largement influencée par celle des prix des produits alimentaires non transformés. S'agissant des produits du secteur secondaire, leur renchérissement est dû principalement à celui des produits manufacturés, alimentaires et des produits

pour l'entretien et la réparation courante des logements, des articles d'habillement et chaussures, ainsi que des mobiliers, articles de ménage et entretien courant du foyer. De même, les prix des produits du tertiaire ont augmenté de 0,4% en 2021 et 1,6% en 2020.

Sous le registre de la durabilité, les produits non durables (+2,8% en 2021 et +3,1% en 2020) et durables (+5,6% en 2021 et +2,1% en 2020) ont tous augmenté au cours des périodes sous revues. L'évolution des prix des produits non durables provient essentiellement du renchérissement des produits alimentaires, également de ceux de la restauration et du ciment. La hausse des prix des produits durables résulte, en partie, en 2021 comme en 2020, de celle des prix des articles de bijouterie et d'horlogerie, des meubles de maison, des automobiles et motocycles, des appareils électroménagers et du fer à béton. De même, les prix des produits semi-durables (+1,0% en 2021 et +0,7% en 2020) et des services (+0,4% en 2021 et +1,6% en 2020) se sont aussi relevés durant ces périodes.

L'inflation sous-jacente a enregistré une hausse de 2,6% en 2021 et 1,5% en 2020.

En revanche, les prix des produits volatils, tels que les produits frais et énergétiques, ont affiché des augmentations respectives de 1,0% et 1,2% en 2021 et de 5,9% et 2,0% en 2020.

Définitions :

- **L'inflation** est définie comme étant une hausse généralisée des prix à la consommation, sur l'ensemble du spectre économique et sur plusieurs périodes consécutives.
- **L'indice des prix** qui permet de déterminer l'inflation sous-jacente exclut les prix des produits frais dits saisonniers et ceux de l'énergie, qui subissent des mouvements très variables des tensions sur les marchés mondiaux. Ainsi, il permet de suivre le niveau de l'inflation en dehors de ces phénomènes perturbateurs.

En savoir plus :

<https://www.ansd.sn/Indicateur/evolution-annuelle-de-lindice-harmonise-des-prix-la-consommation>

Tableau XIII.5 : Evolution des prix à la consommation par fonction en 2020 et 2021

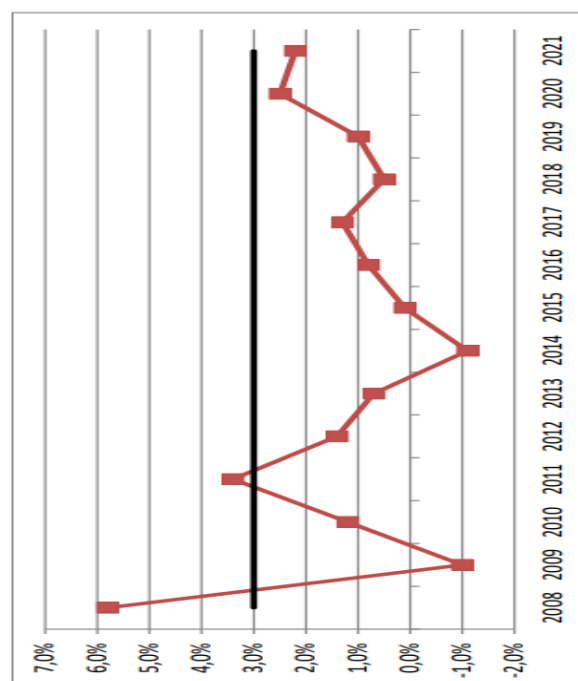
Libellé	Pondérations	Var. 2021/2020	Var. 2020/2019	Contribution(en %) A la variation 20/21
Produits alimentaires, boissons non alcoolisées	4964	2,9%	3,3%	70,7
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	49	0,6%	0,3%	0,2
Articles d'habillement et chaussures	730	0,7%	0,3%	2,4
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	1204	1,5%	0,9%	7,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	502	2,9%	0,9%	6,6
Santé	353	1,0%	1,1%	1,7
Transports	563	2,3%	4,2%	5,8
Communications	329	-3,6%	1,1%	-4,6
Loisirs et culture	353	0,1%	0,4%	0,1
Enseignement	194	1,7%	1,0%	1,6
Restaurants et hôtels	376	2,3%	2,0%	4,0
Biens et services divers	383	2,5%	1,3%	4,2
INDICE GLOBAL	10 000	2,2%	2,5%	100,0

Source : ANSD/DSECN/DSC/BP

Tableau XIII.6 : Evolution des Prix à la Consommation selon la nomenclature secondaire

Libellé	Pondération	variation 2021/2020	variation 2020/2019
Produits locaux	6991	2,2%	2,6%
Produits importés	3009	1,4%	1,8%
Primaire	4076	2,8%	4,1%
Secondaire	3638	2,0%	0,7%
Tertiaire	2286	0,4%	1,6%
Produits non durables	5817	2,8%	3,1%
Produits semi durable	1654	1,0%	0,7%
Produits durables	243	5,6%	2,1%
Services	2286	0,4%	1,6%
Produits frais	2530	1,0%	5,9%
Energie	612	1,3%	2,0%
Hors produits frais et énergie	6858	2,6%	1,5%
INDICE GLOBAL	10000	2,2%	2,5%

Source : ANSD/DSECN/DSC/BP

Graphique XIII. 2 : Evolution du taux d'inflation au Sénégal

Source : ANSD/DSECN/DSC/BP

Chapitre XIV : SITUATION FINANCIERE

XIV.1 Activités financières

La masse monétaire

La situation monétaire est marquée par une hausse de la masse monétaire de 15,3% en 2021 contre 12,3% en 2020. Cette augmentation résulte principalement de l'accroissement des créances intérieures (14,2%), des passifs à caractère non monétaire (9,7%) et des actifs extérieurs nets (7,6%). Toutefois, les autres postes nets ont amoindri l'évolution de la masse monétaire avec une baisse de 51,6% en 2021 comparativement à leur niveau en 2020 qui s'établissait à 203,6 milliards de FCFA.

Le renforcement de la liquidité globale s'est traduit par un raffermissement de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 21,3% entre 2020 et 2021 et de celui des dépôts à vue qui ont augmenté de 13,6% durant cette période.

Les établissements de crédit

En 2021, le système bancaire du Sénégal comptait trente-et-un (31) établissements de crédit agréés. Ces derniers se répartissaient en vingt-sept (27) banques, dont cinq (05) succursales, et quatre (04) établissements financiers à caractère bancaire, dont une succursale.

En 2021, la structure des emplois du secteur bancaire est dominée par les crédits à la clientèle (65,6% des emplois). Parmi eux, les crédits à court terme sont en croissance de +16,2%, ceux à moyen terme de +7,4% et ceux à long terme de +19,8%.

Les ressources des établissements de crédit, quant à elles, sont essentiellement composées par les dépôts et emprunts (83,2%). D'un montant de 7 079,5 milliards de FCFA en 2021, ces dépôts ont progressé de 13,0% par rapport à 2020, en liaison avec les dépôts à vue et les dépôts à terme qui ont augmenté respectivement de 15,9% et 9,0%.

Les systèmes financiers décentralisés

Le paysage des Systèmes financiers décentralisés (SFD) au Sénégal est composé de 297 entités en 2021 contre 295 en 2020. L'encours de crédits des SFD a connu une hausse de 7,0% en 2021, s'évaluant à 527,1 milliards FCFA. Cette progression, moins prononcée par rapport à 2020 (+13,3%), résulte de la forte baisse des crédits en souffrance en 2021 (-41,8%). Toutefois, l'augmentation des crédits à court terme (16,5%), à moyen terme (21,7%) et à long terme (10,1%) a permis d'atténuer l'effet de cette baisse sur l'encours de crédits.

Par ailleurs, les dépôts perçus par les SFD ont connu une hausse de 11% entre 2020 et 2021. Leur encours s'est établi à 432,9 milliards à fin 2021. Cette augmentation des dépôts est tirée par celle des dépôts à vue et des dépôts à terme, ayant progressé respectivement de 11,7% et 14,1% sur la période sous revue.

Définitions :

- **Masse monétaire** : elle est constituée de l'ensemble des billets et pièces, plus connus sous l'appellation monnaie fiduciaire, et des dépôts.
- **Système financier décentralisé** : une institution dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire.

En savoir plus :

- « Rapport annuel de la BCEAO », BCEAO, 2021
- « Rapport annuel de la commission bancaire », Commission bancaire de l'UMOA, 2021
- « Rapport annuel d'activités », Direction de la réglementation et de la supervision des SFD, 2021
- « Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA », BCEAO, 2020

Tableau XIV.1 : Masse monétaire du Sénégal et ses contreparties à fin décembre 2021 (en milliards de FCFA)

	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Circulation fiduciaire	1299,3	1526,4	1851,7	21,3%
Dépôts à vue	2674,2	2992,1	3400,0	13,6%
M1	3973,5	4518,5	5251,7	16,2%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1718,5	1875,8	2123,5	13,2%
Masse monétaire (M2)	5692,0	6394,3	7375,2	15,3%
Actifs extérieurs nets	1972,8	1880,3	2022,5	7,6%
<i>Banque Centrale</i>	1471,3	1169,4	1348	15,3%
<i>Banques</i>	501,5	710,9	674,5	-5,1%
Créances intérieures	5153,5	6099,5	6967,9	14,2%
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	556,9	1432	1856,1	29,6%
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	4596,5	4667,6	5111,7	9,5%
Passifs à caractère non monétaire	1197,3	1382,0	1516,7	9,7%
Autres postes nets	237,0	203,6	98,5	-51,6%
Total des contreparties de M2	5692,0	6394,2	7375,2	15,3%

Source : BCEAO

Tableau XIV.2 : Crédits et dépôts des établissements de crédit du Sénégal à fin décembre 2021 (en millions de FCFA)

	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Crédits	4 871 539	5 229 258	5 806 446	11,0%
<i>A court terme</i>	2 130 132	2 050 340	2 383 432	16,2%
<i>A moyen terme</i>	2 013 986	2 501 390	2 687 095	7,4%
<i>A long terme</i>	387 218	372 182	445 746	19,8%
<i>Opérations de location financement</i>	48 366	43 574	60 722	39,4%
<i>En souffrance</i>	291 837	261 772	229 451	-12,3%
Dépôts et emprunts	5 542 471	6 266 881	7 079 547	13,0%
<i>A vue</i>	3 186 412	3 608 086	4 181 868	15,9%
<i>A terme</i>	2 356 059	2 658 795	2 897 679	9,0%

Source : Commission bancaire de l'UMOA

Tableau XIV.3 : Crédits et dépôts des SFD du Sénégal à fin décembre 2021 (en millions de FCFA)

	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Encours de crédit	434 753	492 701	527 156	7,0%
<i>Court terme</i>	132 605	147 374	171 646	16,5%
<i>Moyen terme</i>	176 039	147 246	179 207	21,7%
<i>Long terme</i>	101 685	117 631	129 473	10,1%
<i>En souffrance</i>	24 425	80 450	46 830	-41,8%
Dépôts	359 540	389 812	432 855	11,0%
<i>A vue</i>	161 447	161 061	179 916	11,7%
<i>A terme</i>	73 770	75 543	86 177	14,1%
<i>Autres</i>	124 322	153 209	166 763	8,8%

Source : Direction de la réglementation et de la supervision des SFD

XIV.2 Assurance

En 2020, le secteur des assurances du Sénégal est composé de vingt-neuf (29) sociétés, dont dix-neuf (19) en assurance dommages et dix (10) en assurance-vie. Le chiffre d'affaires de ces sociétés d'assurances est passé de 195,7 milliards en 2019 à 205,5 milliards en 2020 et à 225,1 milliards en 2021, soit une progression respective de 5,0% et 9,6% durant ces deux dernières années. Cette bonne dynamique est imputable à ses sous composantes. En effet, le secteur de l'assurance dommages a connu une amélioration des primes de 5,5% pour atteindre 132,7 milliards en 2020. Au même moment, celles de l'assurance-vie se sont renforcées de 4,1% pour s'établir à 72,8 milliards en 2020.

Le chiffre d'affaires généré par les dix-neuf (19) sociétés d'assurances dommages s'élève à 132,7 milliards en 2020 contre 125,8 milliards en 2019, soit un relèvement de 5,5% en 2019.

La plupart des catégories de l'assurance dommages ont connu des évolutions positives de leurs chiffres d'affaires en 2020 (accidents corporels et maladie (+2,4%), automobile (+0,4%), incendie et autres risques aux dommages (+10,3%), responsabilité civile générale (+0,2%) et autres risques (+47,6%)) à l'exception de la branche du transport et des acceptations qui ont connu des baisses respectives de 0,4% et 47,8%.

En termes de parts de marché sur le chiffre d'affaires global des sociétés d'assurance dommages, les sociétés s'activant dans l'assurance automobile viennent en tête avec une part de 27,7%. Elles sont suivies par celles des assurances des accidents corporels (26,3%), de l'incendie et autres dommages aux biens (20,9%), des autres risques (11,0%), des transports (9,4%), de la responsabilité civile générale (3,7%) et des acceptations (0,9%).

Le chiffre d'affaires des dix (10) sociétés d'assurance-vie a connu une croissance de 4,1% pour atteindre 72,8 milliards en 2020. Le marché de l'assurance-vie est dominé par la branche de l'assurance collective qui représente 58,2% en 2020. Elle est suivie par les branches de l'assurance individuelle (41,0%) et de celle des acceptations-vie (0,7%).

Son évolution en 2020 est principalement imputable à la branche de l'assurance individuelle qui a progressé de +23,4%, passant de 24,2 milliards en 2019 à 29,9 milliards en 2020. Par contre, la branche de l'assurance collective a connu une baisse de 2,7 milliards en 2020 par rapport à l'année 2019. De même, le chiffre d'affaires de la branche acceptations-vie a fléchi de 18,7% en 2020, comparé à l'année précédente.

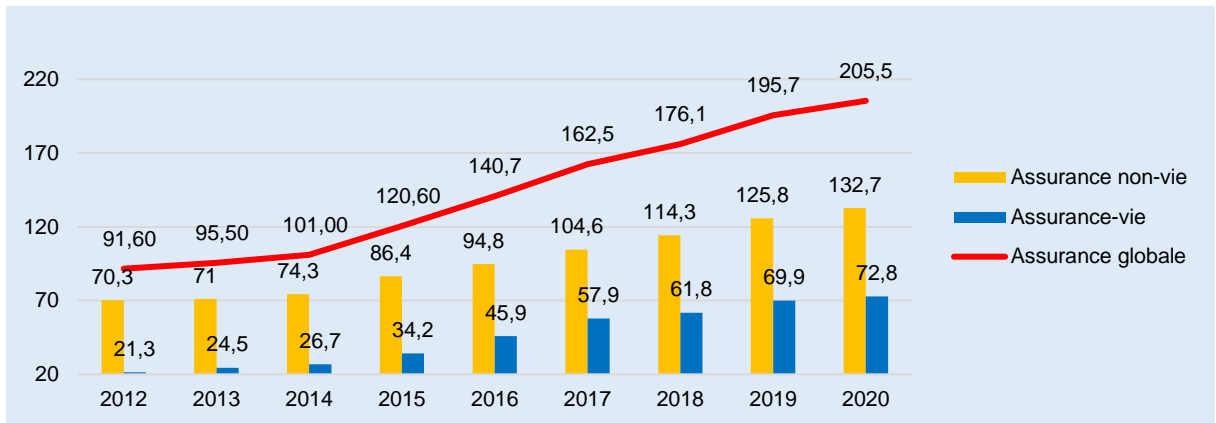
Définitions :

- **Prime** : prix que le preneur d'assurance doit payer à une société d'assurance pour pouvoir bénéficier de la couverture d'assurance en cas de sinistre.
- **Assurance-vie** : police à travers laquelle la vie d'une personne peut être assurée par elle-même ou par un tiers. Pendant un certain nombre d'années, l'assuré verse des primes à la société d'assurance en échange d'une promesse de prestations qui seront servies à une date ultérieure.
- **Assurance dommages** : police à travers laquelle l'assureur protège l'assuré et garantit un remboursement des dommages causés à ses biens par un tiers ou lors d'un sinistre ou d'un accident.
- **Assurance individuelle** : contrat souscrit de sa propre initiative par un particulier.
- **Assurance collective** : contrat souscrit par une personne en vue de l'adhésion d'un ensemble de personnes.

En savoir plus :

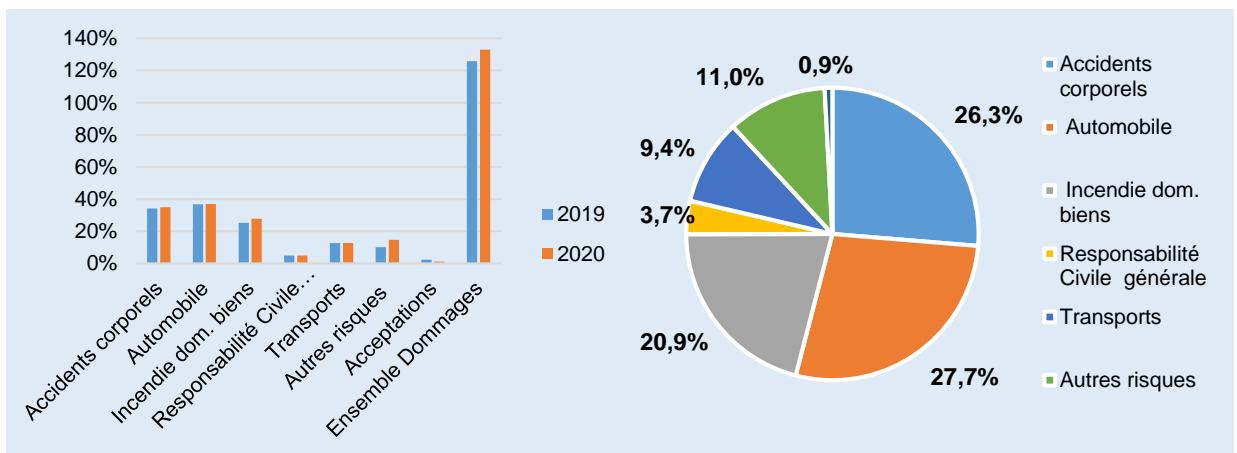
- « Code des assurances des états membres de la CIMA », CIMA, 2019
- « Rapport annuel sur les sociétés d'assurances », Direction des assurances

Graphique XIV.1 : Evolution du chiffre d'affaires des compagnies d'assurance (en milliards FCFA)



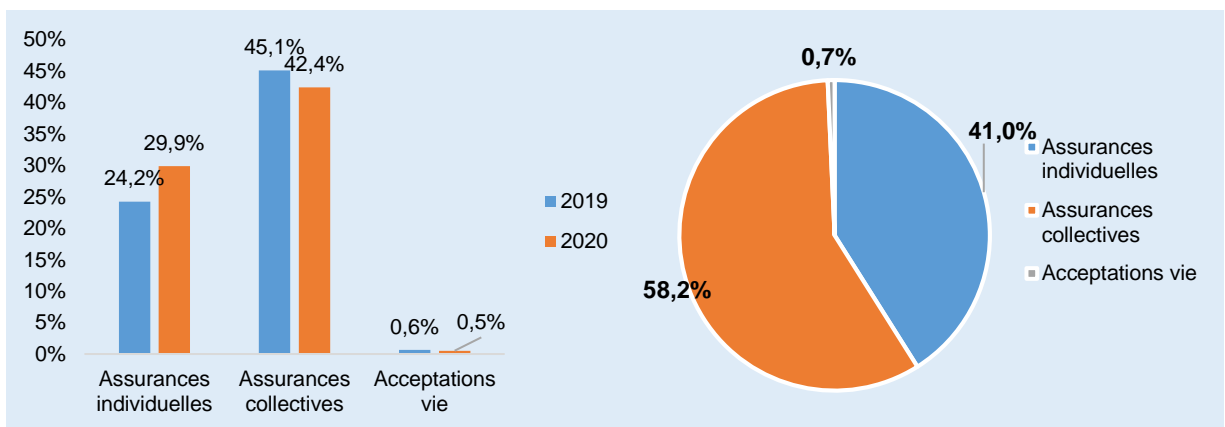
Source : Direction des Assurances

Graphique XIV.2 : Evolution et répartition du chiffre d'affaires de l'assurance dommages



Source : Direction des Assurances

Graphique XIV.3 : Evolution et répartition du chiffre d'affaires de l'assurance-vie



Source : Direction des Assurances

XIV.3 Auxiliaires financiers

En 2021, sept (7) établissements offrant de la monnaie électronique à leurs clients sont dénombrés au Sénégal. Ce sont : cinq (05) banques en partenariat avec des opérateurs de télécommunication ou des prestataires techniques et deux (02) Etablissements de Monnaie électronique (EME). Ces dernières sont Orange Finances Mobiles SA Sénégal et Mobile Cash SA.

Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts auprès des EME s'est établi à 11 002 587 en 2021 contre 8 428 773 à fin 2020, soit une hausse de 30,5%, contre 73,3% un an plus tôt. Ainsi, le nombre d'utilisateurs continue d'augmenter selon un taux de croissance inférieur à celui observé en 2020. Quant à la proportion des comptes actifs, elle a augmenté de 3,5% en 2021 contre 28,1% l'année précédente.

Le nombre de transactions effectuées par l'intermédiaire des EME a chuté de 45,6% au cours de l'année 2021, en ressortant à 550,5 milliards de FCFA à fin 2021 contre 1 011,1 milliards un an plus tôt. Cependant, le montant total de ces transactions a connu une légère hausse de 0,6% en 2021, mais qui reste en dessous de celle enregistrée un an plus tôt (50,3%).

Le réseau de distribution des EME est constitué de 138 880 points de services en 2021 avec une augmentation de 50,8% par rapport à 2020. Il comprend des Guichets automatiques bancaires (GAB), des Terminaux de Paiement électronique (TPE), des sous-distributeurs et des agents distributeurs.

La structure des opérations par téléphonie mobile fait grâce au EME est restée globalement la même entre 2020 et 2021. Les rechargements cash, retraits cash et transferts de personne à personne demeurent les types de services financiers les plus demandés. Ceux-ci représentent respectivement 31,6%, 21,9% et 34,5% de la valeur des transactions totales faites à travers les EME en 2021, contre 31,7%, 24,4% et 26,1% un an plus tôt. Toutefois, la part totale de ces trois (03) opérations est en baisse : elles représentaient à elles seules 87,9% de la valeur des transactions totales en 2020 contre 82,2% en 2021.

Cette baisse est imputable aux opérations de paiement marchand et de paiement de factures qui ont gagné du terrain en 2021. En effet, ces deux modes de paiement passent d'une part quasi nulle dans la valeur des transactions totales en 2020 à des parts respectives de 2,4% et 2,6% en 2021.

Définitions :

- **Etablissement de monnaie électronique** : toute personne morale, autre que les banques, les établissements financiers de paiement et les systèmes financiers décentralisés, habilitée à émettre des moyens de paiement sous forme de monnaie électronique et dont les activités se limitent à l'émission et la distribution de monnaie électronique

En savoir plus :

- « Rapport annuel de la commission bancaire », Commission bancaire de l'UMOA, 2019
- « Rapport annuel de la commission bancaire », Commission bancaire de l'UMOA, 2020
- « Rapport annuel de la commission bancaire », Commission bancaire de l'UMOA, 2021

Tableau XIV.4 : Indicateurs de volumétrie et de distribution des EME au Sénégal à fin décembre 2021 (en millions de FCFA)

	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Nombre de comptes ouverts	4 863 759	8 428 773	11 002 587	30,5%
Nombre de comptes actifs	3 032 259	3 884 130	4 020 519	3,5%
Nombre de comptes dormants	1 831 500	4 543 557	6 982 068	53,7%
Nombre de transactions effectuées	426 257 053	1 011 064 726	550 505 785	-45,6%
Valeur des transactions effectuées (en millions de FCFA)	3 947 473	5 931 086	5 968 245	0,6%
Nombre total de points de services (*)	98 373	92 095	138 880	50,8%
Nombre de points de services actifs	39 164	56 498	54 670	-3,2%

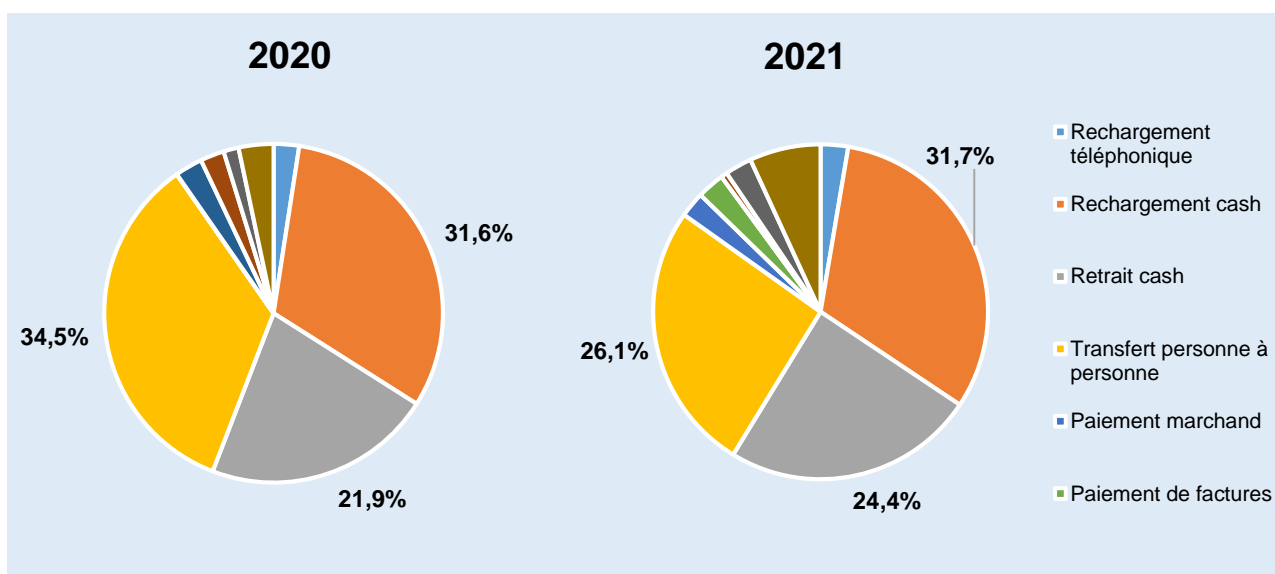
(*) GAB, TPE, Sous-distributeur, Agent Distributeur

Source : Commission bancaire de l'UMOA

Tableau XIV.5 : Indicateurs de services financiers téléphonie mobile des EME au Sénégal à fin décembre 2021 (en millions de FCFA)

	2019	2020	2021	Variation 2020-2021
Rechargement téléphonique	1 497 840	144 177	158 820	10,2%
Rechargement cash	1 505 180	1 871 508	1 892 626	1,1%
Retrait cash	1 018 059	1 297 251	1 454 486	12,1%
Transfert personne à personne	798 243	2 043 660	1 557 468	-23,8%
Paiement salaires	6 938	135 313	36 105	-73,3%
Transferts intra-UEMOA	48 886	85 580	154 747	80,8%
Autres	242 272	197 218	410 327	108,1%
Total	5 318 472	5 931 086	5 968 245	0,6%

Source : Commission bancaire de l'UMOA

Graphique XIV.4 : Part des différents types d'opérations sur la valeur totale des transactions faites à travers les EME

Source : Commission bancaire de l'UMOA

Chapitre XV : FINANCES PUBLIQUES

XV.1 Recettes

Sur la période 2019-2021, le montant global des recettes budgétaires a augmenté de 7%, passant ainsi de 2 788,8 à 2 978,5 milliards de francs CFA.

En 2021, le montant total des recettes budgétaires s'est établi à 2 978,5 milliards de FCFA, dont 2 593 milliards de FCFA de recettes fiscales soit 87,1%, 130 milliards de dons soit 4% et 254 milliards de recettes non fiscales, représentant 8,6% du total.

Comparativement à l'année 2019, les recettes de l'Etat ont progressé de 1,9% pour s'établir à 2 842,7 milliards de FCFA en 2020. Cette hausse est consécutive à l'augmentation des dons de 44,5%. Toutefois, les recettes fiscales ont diminué de 1,7% en 2020 et s'évaluent à 2 368,2 milliards de FCFA contre 2 410,0 milliards de FCFA en 2019 induite par la baisse des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (-7,6%) ainsi que les impôts sur les biens et services. A contrario, les taxes spécifiques (accises) sont rehaussées de 37,0% pour ressortir à 243,1 milliards de FCFA en 2020.

Les impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital ont connu une légère hausse de 0,9% entre 2019 et 2020, passant de 710,6 à 717,2 milliards de FCFA, à la faveur de celle des impôts à la charge des sociétés et autres entreprises (1,1%) et des impôts à la charge des personnes physiques (0,6%).

Concernant les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (droits de douanes), ils sont évalués à 337,9 milliards en 2020 après 365,5 milliards en 2019, soit un recul de 7,6% en 2020.

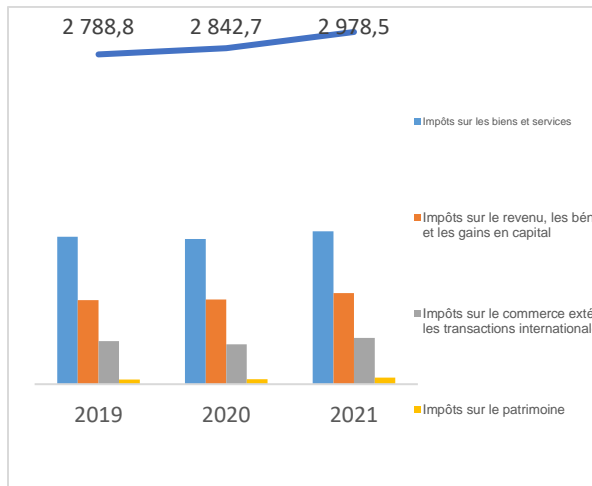
Quant aux impôts sur les salaires et la main d'œuvre, ils se sont stabilisés à 9 milliards de FCFA en 2020. De même les impôts sur le patrimoine se sont accrus de 5,0% imputable au relèvement du niveau de collecte de 42 milliards en 2020 après 40 milliards en 2019.

Les autres recettes ont baissé de 2,9% en 2020. Elles sont évaluées à 154,5 milliards de FCFA en 2019 et 150,0 milliards de FCFA en 2020.

Définitions :

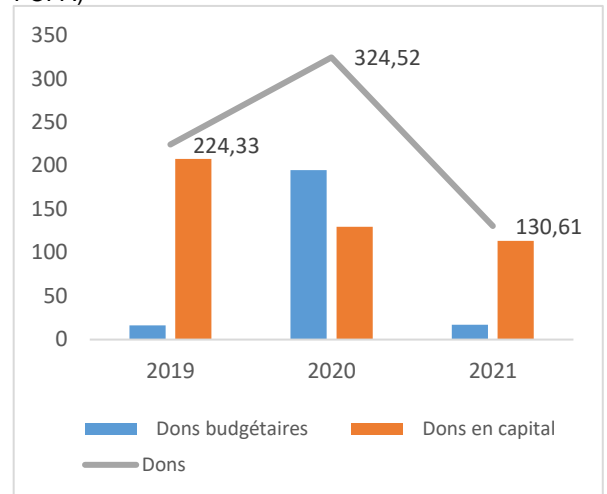
- **Recettes de l'Etat** : elles sont formées des recettes fiscales, des dons et des autres recettes
- **Dons** : ils sont composés des dons budgétaires et des dons en capital.
- **Recettes fiscales** : Elles désignent les recettes provenant des impôts sur le revenu et les bénéfiques, des cotisations de sécurité sociale, des taxes prélevées sur les biens et les services, des prélèvements sur les salaires, des impôts sur le patrimoine et des droits de mutation, ainsi que d'autres impôts et taxes.

Graphique XV.1 : Evolution des recettes fiscales (milliards de FCFA)



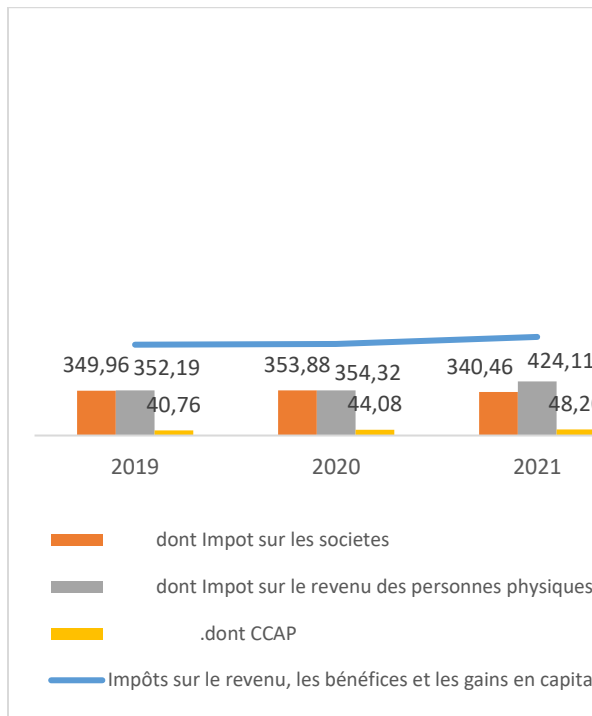
Source : DGCPT, DGPPE, TOFE

Graphique XV.2 : Evolution des dons (en milliards de FCFA)



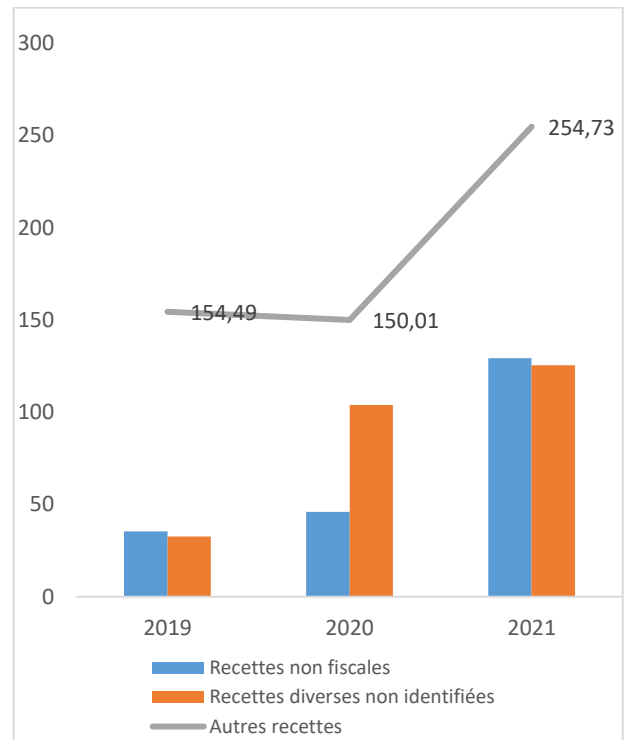
Source : DGCPT, DGPPE, TOFE

Graphique XV.3 : Evolution des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital de 2019 à 2021 (milliards de FCFA)



Source : DGCPT, DGPPE, TOFE

Graphique XV.4 : Evolution des autres recettes de 2019 à 2021 (milliards de FCFA)



Source : DGCPT, DGPPE, TOFE

XV.2 Dépenses publiques

Sur la période 2019-2021, le montant total des dépenses de l'Etat a connu une progression 19,7%, passant ainsi de 2 686 à 3 943,7 milliards de FCFA. Durant l'année 2021, ces dépenses se sont chiffrées à 3 216 milliards contre 3 134 milliards en 2020, soit une progression de 2,61%. Les dépenses sont constituées des dépenses courantes pour 2 546 milliards, soit 64,4% et des dépenses en capital pour 1 397,1 milliards soit une proportion de 35,4%.

Comparativement à l'année 2020, les dépenses budgétaires ont connu une hausse de 12,6%, passant de 3 326,6 milliards en 2019 à 3 745,7 milliards.

Au titre des dons, ils sont constitués de ceux budgétaires et en capital. Ils ont fortement augmenté, passant de 969,2 milliards de FCFA en 2019 à 1 381,7 milliards en 2020, soit une

hausse de 42,6% traduisant les efforts budgétaires de l'Etat à travers le fonds Force COVID-19 pour juguler les impacts négatifs de la crise sanitaire.

Les autres charges courantes ont diminué de 14,2% en 2020, passant de 204,0 milliards de FCFA en 2019 à 175,1 milliards de FCFA.

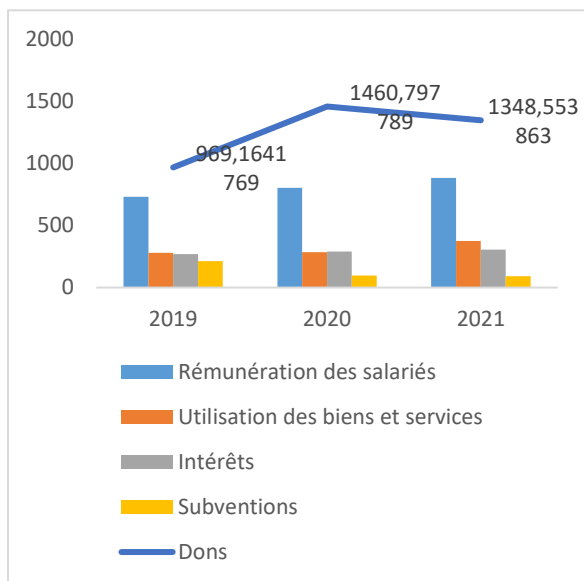
Les transactions nettes d'actifs non financiers, constituées de plus de 99,9% d'actifs fixes, ont chuté de 4,5% entre 2019 et 2020, passant de 640,4 à 611,4 milliards de FCFA. Ces évolutions sont expliquées par le repli des actifs fixes qui se sont contractés de 4,6% entre ces deux années.

Les dépenses en capital ont connu une hausse de 13,5% en passant de 1 160,2 milliards en 2019 à 1 317,2 milliards de FCFA en 2020.

Définitions :

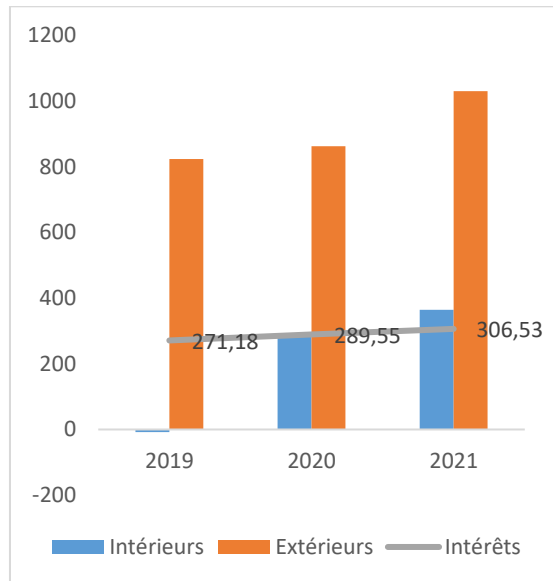
- **Les charges** sont formées de la rémunération des salariés, des utilisations de biens et services, du paiement des intérêts sur la dette publique, des dons et des autres charges.
- **Les dons** sont constitués des dons budgétaires et des dons en capital et représentent respectivement les transferts courants et les transferts en capital vers les unités des administrations publiques.
- **Les transactions nettes d'actifs** non financiers sont composées des acquisitions nettes d'actifs fixes, des objets de valeurs et d'actifs non produits ainsi que des variations de stocks.

Graphique XV.5 : Evolution des différents types de charges de 2019 à 2021



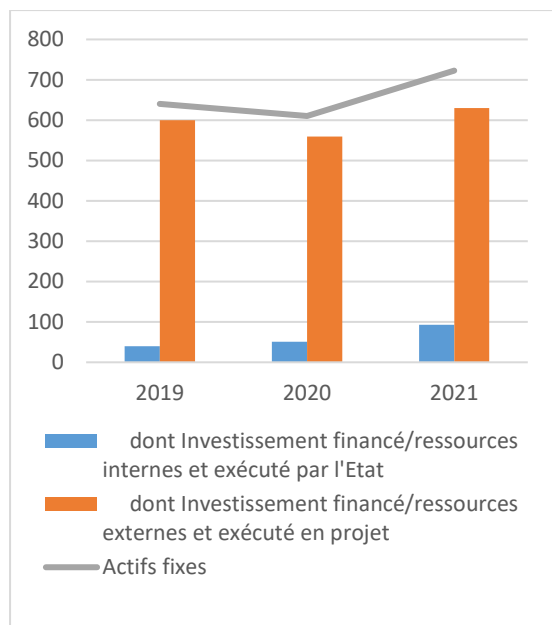
Source : DGCPT, DGPPE TOFE

Graphique XV.6 : Evolution des intérêts sur la dette publique de 2019 à 2021



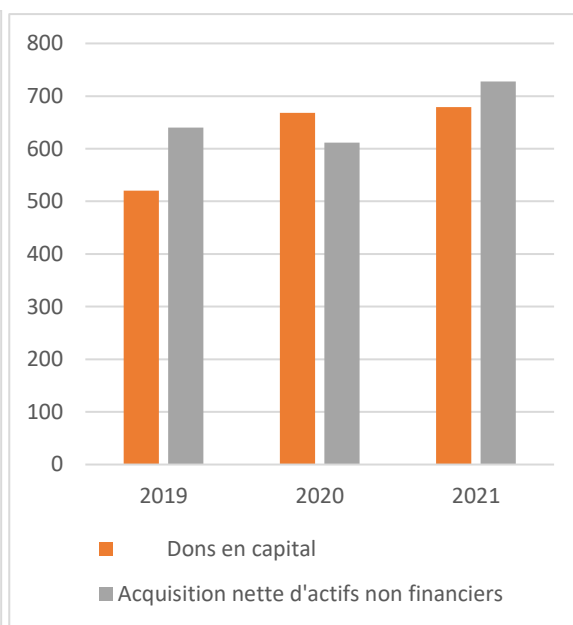
Source : DGCPT, DGPPE TOFE

Graphique XV.7 : Evolution des acquisitions nettes d'actifs fixes de 2019 à 2021



Source : DGCPT, DGPPE, TOFE

Graphique XV.8 : Evolution des dépenses en capital de 2019 à 2021



Source : DGCPT, DGPPE, TOFE

XV.3 Déficit budgétaire et dette publique

De la mobilisation des recettes pour un montant global de 2 978,48 milliards de FCFA et l'exécution des dépenses à hauteur de 3 943,98 milliards, il ressort un besoin de financement de 965,21 milliards en 2021.

Le financement de ce besoin est assuré par une accumulation nette de passifs d'un montant global de 1 395,42 milliards et un passif extérieur pour 1031,01 milliards.

Comparativement à l'année 2020, le financement de ce déficit a nécessité une accumulation nette de passifs pour 862,89 milliards de FCFA, soit un accroissement de 168,12 milliards. Ces passifs sont répartis en titres de créances (+ 565,89 milliards de FCFA) et crédits (+465,12 milliards de FCFA).

Les titres de créances sont passés de 221,27 milliards de FCFA en 2020 à 565,89 milliards de FCFA en 2021, soit un bond

absolu de 344,62 milliards. Ils sont constitués des émissions nettes sur le marché sous régional pour 315,27 milliards de FCFA et une émission nette de remboursement sur le marché international à hauteur de 287,18 milliards.

L'encours de la dette de l'administration publique centrale est arrêté à 10 297,0 milliards soit 67,1% du PIB. Il est composé à 74% du stock sur la dette extérieure pour 7 623,3 milliards et à 26% de celui de la dette intérieure pour 2 673,7 milliards. Les engagements sous forme de garantie s'élèvent, en cumul, à 312,9 milliards de FCFA à fin 2021.

Les ressources de financement mobilisées, en 2021, sont ressorties, globalement, à 2 070,8 milliards de FCFA. Sur ce montant, un peu plus de 650 milliards de FCFA l'ont été au titre de la lutte contre les effets négatifs liés à la pandémie de la COVID-19.

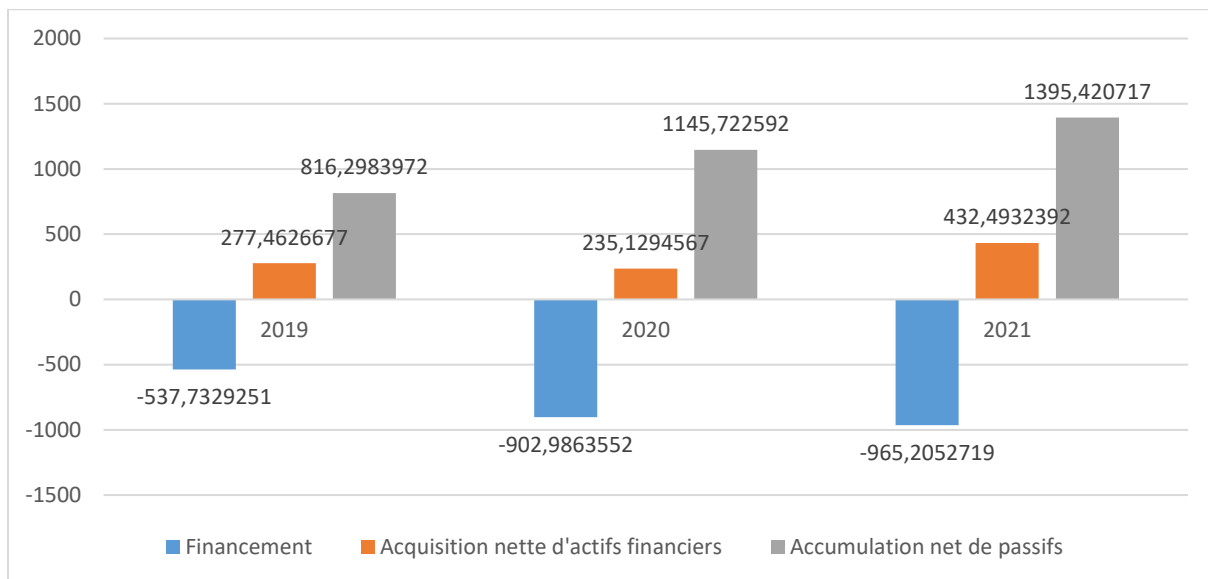
Définitions :

- **Déficit budgétaire** : c'est la différence entre les recettes budgétaires totales et les dépenses globales de l'Etat.
- **Acquisition nette d'actifs financiers** : résulte du solde entre la valeur de cession moins la valeur d'acquisition des actifs financiers.

En savoir plus :

- Rapport d'activité annuel 2020, Ministère des Finances et du Budget
- Bulletin statistique de la dette publique, 2020 et 2021, Ministère des Finances et du Budget

Graphique XV.9 : Structure du financement du déficit budgétaire (en milliards de FCFA)



Source : DGCPT, DPEE, TOFE

Chapitre XVI : ECHANGES EXTERIEURS

XVI.1 Importations

Entre 2017 et 2019, le Sénégal a enregistré une évolution à la hausse de ses importations, avec un taux d'accroissement moyen de 9,7%. Après un repli de 5,8% en 2020, les importations du Sénégal ont crû de 19,7% en 2021 passant de 4 494,4 milliards de FCFA en 2020 à 5 378,5 milliards de FCFA l'année suivante.

Les principaux produits importés par le Sénégal sont les produits pétroliers finis qui représentent 19,0% de la totalité des importations en 2021 contre 16,8% en 2020, les machines et appareils (12,7% en 2021 contre 13,4% en 2020), les matériaux de transports et pièces détachées (7,2% en 2021 contre 7,6% en 2020), les métaux et ouvrages communs (7,6% en 2021 contre 6,7% en 2020), l'huile brute de pétrole (5,3% en 2021 contre 5,6% en 2020) et le riz (5,5% en 2021 contre 4,9% en 2020).

Les importations de produits pétroliers finis ont bondi de 35,8% en 2021, relativement à l'année 2020. Au cours de cette année, les produits pétroliers finis sont fournis essentiellement par les Pays Bas (16,5%), la Russie (15,4%), la Belgique-Luxembourg (14,8%), et l'Espagne (11,7%).

Concernant les importations de machines et appareils, elles se sont bonifiées de 12,7% en 2021, après une baisse de 8,3% en 2020. Ils proviennent, pour l'essentiel de la Chine (21,2%), la France (16,7%), la Turquie (5,4%), l'Italie (4,8%) et de l'Allemagne (4,0%).

En 2021, les importations de matériels de transport et pièces détachées ont enregistré une hausse de 13,8% par rapport à l'année précédente et proviennent majoritairement de la France (15,4% contre 24,1% en 2020), de la Chine (12,9% contre 10,9% en 2020), des Etats Unis (10,1% contre 9,5% en 2020) et de l'Inde (7,6% contre 1,9% en 2020).

Les importations de métaux et des ouvrages communs, se sont accrues de 35,4% en 2021, à la suite d'une contraction de 11,1% l'année précédente. Concernant les pays de provenance du produit, plus de deux tiers des importations sont imputables, en 2021, à la Turquie (27,3%), à l'Ukraine (16,4%), à la Chine (12,7%) et à la France (10,5%).

Les achats extérieurs d'huiles brutes de pétrole ont augmenté de 30,8 milliards de FCFA entre 2020 et 2021, soit une hausse de 12,1%. Ils sont passés de 253,8 milliards de FCFA en 2020 à 284,6 milliards de FCFA au cours de la période sous revue. Par ailleurs, le Nigéria demeure le principal fournisseur du Sénégal en pétrole brut en livrant 99,3% du total des importations de ce produit en 2021 et la totalité de celle-ci en 2020.

Les importations de riz ont été évaluées à 264,4 milliards de FCFA en 2021 contre 246,4 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 6,6%. De même, les achats extérieurs de riz, en volume, ont augmenté de 5,9% en 2021 pour atteindre 1 194,0 milliers de tonnes contre 1 127,0 milliers de tonnes en 2020.

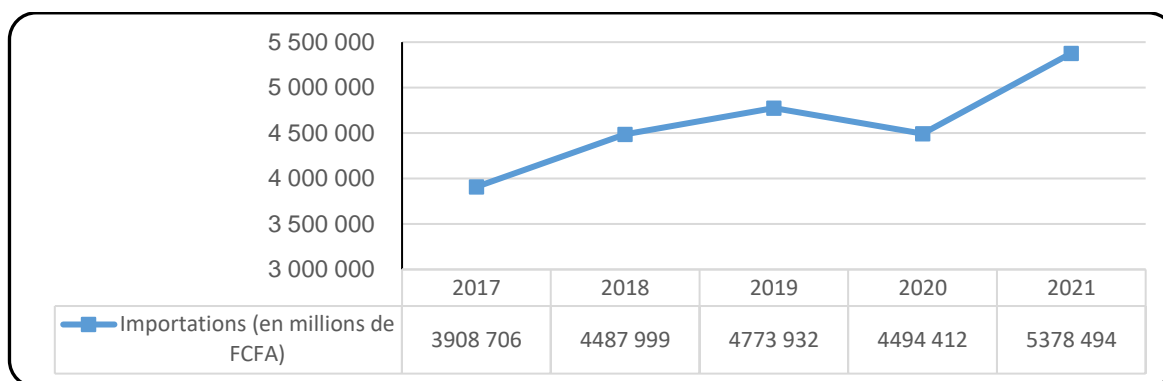
S'agissant des prix à l'importation, ils ont augmenté de 8,0% en 2021 par rapport à 2020. Cette hausse est essentiellement portée par celle des prix des produits minéraux qui y ont contribué à +7,1 points de pourcentage, des produits du règne végétal (+1,6) et des matières plastiques et caoutchouc (+0,5). En revanche, la baisse des prix des machines et appareils (-6,3%) et des matériels de transport (-5,0%) a atténué la remontée des prix des produits importés.

En savoir plus :

Consultez les Notes d'analyses du commerce extérieur (NACE), Editions 2020 et 2021, ANSD

- <https://www.ansd.sn/Indicateur/note-danalyse-du-commerce-exterieur-nace>

Graphique XVI.1: Evolutions des importations du Sénégal de 2017 à 2021



Source : ANSD

Tableau XVI.1 : Principaux produits importés en valeur (en millions de FCFA)

Produits / Année	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/2021
Machines et Appareils	572 534	503 328	658 691	604 249	681 044	12,7%
Produits Céréaliers	379 073	407 748	355 242	402 109	484 919	20,6%
Matériels de Transports et Pièces détachées	328 737	399 116	468 134	342 139	389 358	13,8%
Huiles brutes de pétrole	301 965	378 633	236 429	253 816	284 625	12,1%
Produits pétroliers finis	523 767	819 804	957 506	753 548	1 023 104	35,8%
Métaux et ouvrages en métaux communs	249 529	317 993	339 561	301 796	408 603	35,4%
Matières plastiques et artificielles	126 182	135 974	130 500	131 516	173 074	31,6%
Produits pharmaceutiques	124 283	135 901	156 588	162 767	189 008	16,1%
Huiles et graisses	106 823	92 564	99 097	142 635	123 804	-13,2%
Produits des industries parachimiques	75 716	79 717	88 996	90 297	103 961	15,1%
Autres produits	1 120 096	1 217 220	1 283 188	1 309 541	1 516 994	15,8%
Total	3 908 706	4 487 999	4 773 932	4 494 412	5 378 494	19,7%

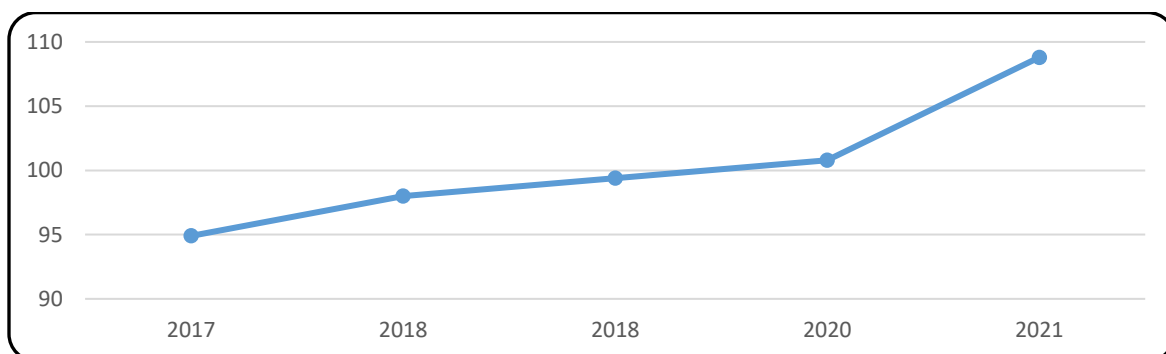
Source : ANSD

Tableau XVI.2 : Origines des produits importés (en millions de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/2021
AFRIQUE	654 388	720 194	608 533	647 692	722 712	11,6%
AMERIQUE	275 039	276 298	282 925	328 799	399 578	21,5%
ASIE	1 114 326	1 260 724	1 195 078	1 083 712	1 581 546	45,9%
OCEANIE	30 165	12 140	9 139	19 220	17 486	-9,0%
EUROPE	1 828 936	2 210 881	2 662 863	2 405 439	2 635 826	9,6%
DIVERS (PBE, PBF, OM, NDA)	5 851	7 761	15 394	9 552	21 346	123,5%
TOTAL	3 908 706	4 487 999	4 773 932	4 494 412	5 378 494	19,7%

Source : ANSD

Graphique XVI.2 : Evolution de l'indice des prix à l'importation de 2017 à 2021



Source : ANSD

XVI.2 Exportations

Les exportations du Sénégal se sont inscrites sur une tendance haussière entre 2017 et 2019, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 16,4%. Cette dynamique est freinée en 2020, sans doute, par la contraction de l'activité économique induite par la pandémie de la COVID 19. En effet, elles se sont établies à 2 261,3 milliards de FCFA en 2020, soit une baisse de 7,5% par rapport à 2019. En 2021, les exportations ont retrouvé leur niveau d'avant COVID-19 en progressant de 27,6% par rapport à 2020.

Les produits les plus exportés (en valeur) au cours de l'année 2021 sont l'or non monétaire (18,7%), les produits pétroliers (15,1%), l'acide phosphorique (9,2%), les poissons frais de mer (6,7%) et les arachides non grillées (5,4%).

Les exportations d'or non monétaire du Sénégal poursuivent leur tendance haussière entamée en 2017, passant de 220,1 milliards de FCFA à 422,6 milliards de FCFA en 2020 puis à 539,8 milliards de FCFA en 2021, soit une progression annuelle moyenne de 25,1%. Les principaux clients du Sénégal pour l'or non monétaire en 2021 sont la Suisse (72,3%), l'Australie (21,9%) et les Emirats Arabes Unis (5,8%).

Après le repli de 25,2% des exportations de produits pétroliers noté en 2020, celles-ci se sont établies à 436,9 milliards de FCFA en 2021 (contre 357,5 milliards de FCFA en 2020), soit une hausse de 22,2%. Le principal partenaire du Sénégal pour les produits pétroliers est le Mali avec 65,2% des parts de marché en 2021 contre 64,7% en 2020. Le reste des ventes est essentiellement destiné à l'avitaillement des navires et aéronefs (18,7%).

Contrairement à l'année 2020, où les exportations d'acide phosphorique avaient fléchi de 22,5% par rapport à 2019, celles-ci

ont connu une progression considérable en 2021 pour s'établir à 265,3 milliards de FCFA, après 151,6 milliards de FCFA en 2020 (+75,0%). L'Inde est le principal client en 2021 (respectivement 2020), avec 90,1% (respectivement 100% en 2020), des exportations d'acide phosphorique, suivi par le Mexique (9,1%) et le Brésil (0,7%).

Les ventes à l'extérieur de poissons frais de mer ont connu une tendance haussière entre 2017 et 2019 avant de décliner légèrement entre 2020 et 2021, passant ainsi de 193,6 milliards de FCFA en 2020 à 192,5 milliards de FCFA l'année suivante, soit une baisse de 0,6%. Les principaux clients du Sénégal en 2021 sont la Côte d'Ivoire (43,9%), la République de Guinée (8,1%), la Corée du Sud (6,4%), la France (4,6%) et le Cameroun (4,5%). En 2020, ils étaient la Côte d'Ivoire (42,9%), la Corée du Sud (6,7%), le Cameroun (6,3%), l'Espagne (6,0%) et la France (5,1%).

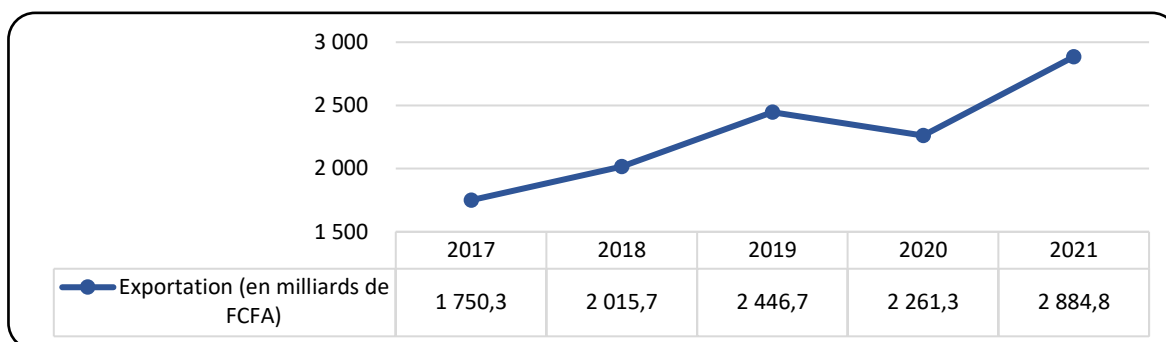
Les exportations d'arachides non grillées ont poursuivi leur croissance amorcée en 2019 et sont arrêtées à 154,8 milliards de FCFA en 2021 contre 113,7 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 36,2% (après 1,9% en 2020). La part de marché de la Chine, principal client, s'est effritée pour s'établir à 92,4% en 2021 (après 98,4% en 2020) au profit de la Suisse qui totalise 7,3% des ventes d'arachide en 2021 (contre 0,0% en 2020).

Les prix des produits à l'exportation se sont relevés de 5,1% en 2021, comparés à 2020. Cette évolution a résulté du rebond des prix des « produits chimiques et connexes » qui y ont contribué à +1,9 point de pourcentage, des « métaux communs et ouvrages » (+0,8) et des « graisses et huiles » (+0,7). Toutefois, cette hausse des prix des produits exportés est limitée par le recul de ceux des « produits des industries alimentaires » (-3,5%) et des « matières textiles et ouvrages » (-9,1%).

En savoir plus :

- <https://www.ansd.sn/Indicateur/note-danalyse-du-commerce-exterieur-nace>, NACE, éditions 2020 et 2021

Graphique XVI.3 : Evolution des exportations du Sénégal entre 2017 et 2021



Source : ANSD

Tableau XVI.3 : Valeur des produits regroupés à l'exportation sur la période 2017 – 2021

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/2021
Produits halieutiques	236 366	274 239	330 847	277 933	312 981	12,6%
Produits arachidières	63 936	63 475	152 953	120 483	168 571	39,9%
Produits pétroliers	242 935	303 945	477 716	357 524	436 885	22,2%
Acide phosphorique	95 974	157 229	195 699	151 646	265 348	75,0%
Ciment hydraulique	117 743	86 503	77 682	73 746	86 231	16,9%
Phosphates	18 447	16 187	22 333	11 493	22 050	91,9%
Engrais minéraux	18 961	26 049	29 476	21 263	33 057	55,5%
Cotons et tissus en coton	6 652	7 328	7 058	5 826	9 005	54,6%
Or industriel	220 144	313 375	375 734	422 698	539 778	27,7%
Titane et zircon	82 246	99 656	115 394	116 197	150 304	29,4%
Préparations pour soupes, potages et bouillons	72 296	71 730	76 755	76 238	84 285	10,6%
Autres produits	574 611	595 962	585 019	626 299	776 306	24,0%
Total	1 750 312	2 015 679	2 446 666	2 261 346	2 884 802	27,6%

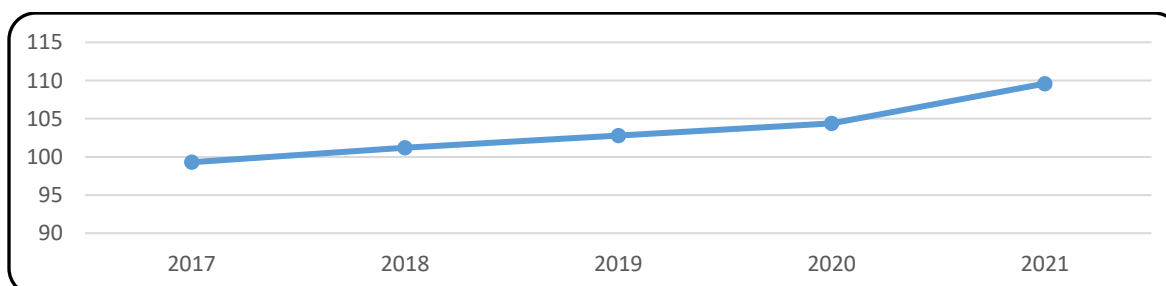
Source : ANSD

Tableau XVI.4 : Destinations des exportations par continent (en millions FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020_2021
EUROPE	470 250	617 732	705 048	583 895	831 900	42,5%
AFRIQUE	810 530	868 684	1 053 940	970 758	1 152 121	18,7%
AMERIQUE	73 497	75 825	89 980	88 486	114 152	29,0%
ASIAE	305 203	335 815	482 415	406 667	577 450	42,0%
OCEANIE	631	5 547	3 193	124 100	122 348	-1,4%
DIVERS	90 201	112 076	112 090	87 441	86 830	-0,7%
TOTAL	1 750 312	2 015 679	2 446 666	2 261 346	2 884 802	27,6%

Source : ANSD

Graphique XVI.4: Evolution de l'indice des prix à l'exportation



Source : ANSD

XVI.3 Balance commerciale et investissements directs étrangers

L'examen de l'évolution du solde du compte courant sur les trois années (2018-2020) est marqué par des situations de détérioration se traduisant par un déficit qui passe de (-1 230,4) milliards de FCFA, soit 9,4% du PIB en 2018 à (-1 087,6) milliards de F CFA, soit 8,4% du PIB en 2019 pour connaître une forte dégradation de l'ordre de (-1 683,6) milliards F CFA, soit 37,8% du PIB en 2020.

L'évolution des composantes du solde du compte courant entre 2018 et 2020, montre que la détérioration du déficit courant est essentiellement imputable au solde de biens et services ainsi que celui du revenu primaire. En revanche, le solde de revenu secondaire est en constante amélioration.

Le déficit de la balance commerciale s'est amélioré de 1,1 point de pourcentage à 11,3% du PIB en 2020 contre 12,4% en 2019 et 14,7% en 2018. En effet, les exportations du Sénégal sont ressorties en 2020 à 2 261,3 milliards de F FCA contre 2 446,7 milliards de FCFA en 2019, soit une baisse de 7,5%. Les importations ont fléchi de 5,9% en 2020, pour s'établir à 4 494,4 milliards de F CFA contre 4 773,9 milliards

de francs en 2019. La balance commerciale du Sénégal en 2020 s'est établie à -2 233,1 milliards de F CFA contre -2 327,3 milliards l'année précédente.

La PEGN est ressortie débitrice à 8 946,5 milliards de F CFA en 2020 contre 7 579,8 milliards de F CFA, un an plus tôt, soit une dégradation de 1.387,1 milliards, reflétant le financement du solde des opérations non financières.

L'accroissement des engagements est lié aux capitaux mobilisés au titre des investissements directs étrangers (IDE) (+1 062,3 milliards de FCFA), des investissements de portefeuille (+313,6 milliards de FCFA) et des autres investissements (+715,1 milliards de FCFA). La hausse des avoirs s'explique, d'une part, par l'accroissement des investissements directs (57,1 milliards de FCFA), des investissements de portefeuille (+112,3 milliards de FCFA) et des autres investissements (+594,9 milliards de FCFA) et, d'autre part, par la réduction de 60,5 milliards des avoirs de réserve qui se sont établis à 1 670,1 milliards de FCFA.

Définitions :

Position Extérieure Globale Nette (PEGN) : est un relevé statistique du stock d'avoir et d'engagements financiers extérieurs à un moment donné

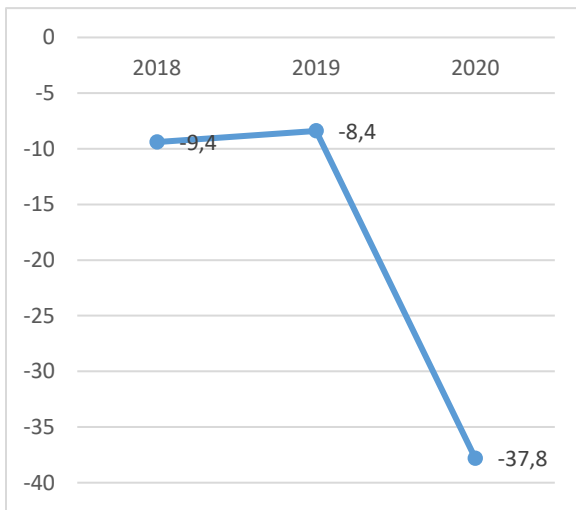
Balance courante : la balance courante représente le solde des flux monétaires d'un pays liés aux échanges internationaux.

Investissements Directs Etrangers (IDE) : c'est l'ensemble des investissements réalisés par des nos résidents sur un territoire économique donné.

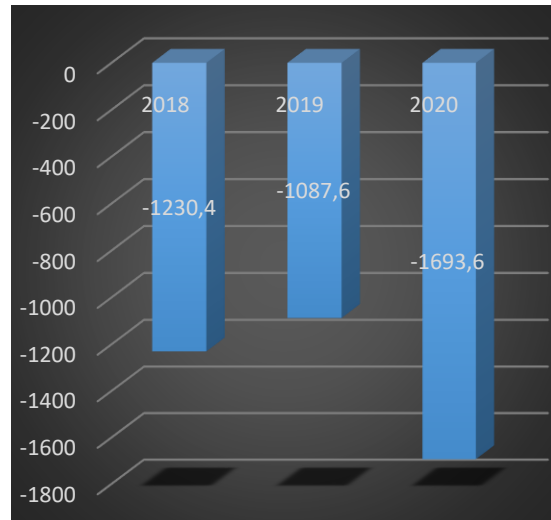
En savoir plus :

- Comptes nationaux sémi- définitifs 2021 et définitifs de 2020, ANSD
- Balance des paiements et position extérieure globale 2020, Direction nationale de la BCEAO pour le Sénégal

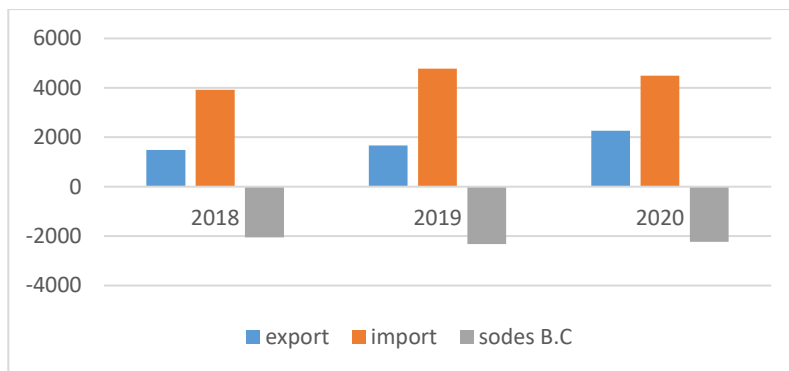
Graphique XVI.5 : Evolution du solde du compte en % du PIB



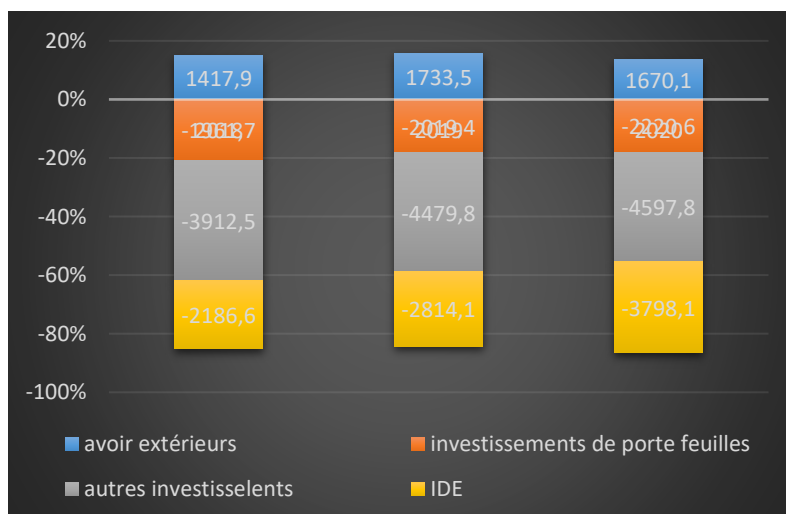
Graphique XVI.6: Evolution du déficit en valeur



Graphique XVI.7 : Evolution du solde de la balance commerciale entre 2018-2020



Graphique XVI.8 : Evolution de la PEGN en Milliards de f CFA



Source : à partir des données BCEAO